



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC)
142 rue du Chevaleret - 75013 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC)

142 rue du Chevaleret - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Credoc relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Permanence des méthodes » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif au reclassement des études facturées d'avance.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour la détermination de la valorisation des études en cours figurant à l'actif du bilan sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous nous sommes assurés notamment, dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, de la permanence de la méthode de valorisation des études en cours mentionnée dans la note de l'annexe « Evaluation des études en cours » dans la partie « Informations relatives au bilan ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 15 mai 2024

KPMG SA

Yves Delmas

Associé



CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

COMPTES ANNUELS

31 DECEMBRE 2023

SIRET 78453764900021

142 RUE DU CHEVALERET

75013 PARIS

14 mai 2024

Commissaire aux comptes titulaire :



KPMG représenté par
Yves DELMAS
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense cedex

Ces comptes annuels ont été
élaborés par :

M. Zaccariotto
Fiduciaire CTC
5 bd Edgar Quinet
92700 Colombes

Secrétariat Général du CRÉDOC

Cécile Pothier
Françoise DENEUX

Commissaire aux comptes suppléant

KPMG Audit Nord
159, avenue de la Marne
59700 Marcq en Baroeul

SOMMAIRE

EN SYNTHESE	2
BILAN ACTIF	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	5
ANNEXES	7
Faits caractéristiques de l'exercice	7
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	8
REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
Principes et conventions générales	8
Permanence des méthodes	8
COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	9
Etat des immobilisations	9
Etat des amortissements	9
Tableau de variation des fonds propres	9
Etat des provisions	10
Etat des échéances des créances et des dettes	10
Evaluation des immobilisations corporelles	11
Evaluation des amortissements	11
Evaluation des produits et en cours	12
Evaluation des créances et des dettes	12
Dépréciation des créances	12
Disponibilités	13
Produits à recevoir	13
Charges à payer	13
Charges et produits constatés d'avance	14
COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	14
Ventilation des subventions	14
Ventilation du chiffre d'affaires	14
Rémunération des dirigeants	15
Effectif moyen	15
Honoraires des commissaires aux comptes	15
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	15
Engagement en matière de pensions et retraites	15
Accroissements et allègements dette future d'impôt	16
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	16
Produits et charges exceptionnels	16
Transferts de charges	16
Courbe de trésorerie	17

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques...	37 369	37 369		
	Immobilisations incorporelles en cours				108 524
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	967 982		967 982	967 982
	Constructions	988 345	622 613	365 732	411 856
	Installations techniques Matériel et outillage	899 486	709 229	190 257	214 811
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	140 509		140 509	
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>				
	Immobilisations financières (1)				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	3 000		3 000	3 000
	Prêts				
	Autres				
Total I		3 036 690	1 369 211	1 667 479	1 706 172
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	226 906		226 906	215 024
	Créances (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	678 425		678 425	695 350
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	518 581		518 581	897 615
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	4 028 766		4 028 766	3 400 013
	Charges constatées d'avance (2)	39 710		39 710	38 286
	Total II	5 492 388		5 492 388	5 246 288
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		8 529 078	1 369 211	7 159 867	6 952 460

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12
FONDS PROPRES	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		381 123
	Fonds propres avec droit de reprise :		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	381 123	
	Report à nouveau	5 118 696	4 673 675
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	232 827	445 021
	Situation nette (sous total)	5 732 645	5 499 818
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I	5 732 645	5 499 818
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
PROVISIONS	Provisions pour risques	6 950	
	Provisions pour charges		
	Total III	6 950	
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	179 136	128 988
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	818 176	707 523
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	346 766	616 131
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	76 194	
	Total IV	1 420 272	1 452 642
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 159 867	6 952 460

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
Produits d'exploitation (1)		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 902 923	2 894 759
Parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	511 719	400 436
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 272	130 000
Utilisations des fonds dédiés		169 159
Autres produits	19 316	111 110
Total I	3 440 230	3 705 464
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 052 132	1 022 274
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	69 550	70 757
Salaires et traitements	1 776 082	1 758 057
Charges sociales	780 734	740 962
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	94 085	90 000
Dotations aux provisions	6 950	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	339	112
Total II	3 779 873	3 682 162
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	-339 643	23 302

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	62 086	1 369
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	62 086	1 369
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		9 329
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV		9 329
2. Résultat financier (III-IV)	62 086	-7 960
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	-277 557	15 343
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	33 814	13 543
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	33 814	13 543
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 869	22 968
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	1 869	22 968
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	31 945	-9 425
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-478 438	-439 103
Total des produits (I+III+V)	3 536 131	3 720 376
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 303 304	3 275 355
5. EXCEDENT OU DEFICIT	232 827	445 021

ANNEXES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 159 867,09 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 440 230,43 €, dégageant un excédent de 232 826,58 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'objet social de l'association CRÉDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie) est de :

- faire toute étude sur les conditions de vie de la population ;
- promouvoir toute recherche statistique, économique, sociologique ou psychosociologique sur la consommation, les besoins, les aspirations et les conditions de vie de la population ;
- développer des actions de formation ;

et en général, entreprendre toute étude sur des sujets intéressant, directement ou indirectement, la satisfaction des besoins et des aspirations et l'amélioration des conditions de vie de la population ;

L'association a vocation à prendre des participations, après avis de la personne chargée du contrôle économique et financier, dans tous Groupement d'intérêt Public (GIP) ou société poursuivant en totalité ou en partie le même objet.

Elle peut faire apport de tout ou partie de ses actifs à une telle société en échange de titres de participations.

Pour réaliser son objet social, le CRÉDOC dispose des ressources suivantes :

- des cotisations versées par ses membres ;
- de subventions qui peuvent lui être accordées ;
- du revenu de ses biens et des facturations qui peuvent lui être accordées, pour services rendus, en particulier à l'occasion de l'exécution de contrats d'études et de recherche, d'organisation d'activités de formation ou de ventes de rapports et autres publications.

Faits caractéristiques de l'exercice

Financièrement, l'année 2023 est caractérisée par un bénéfice net de +232.826€. C'est la septième année consécutive que le résultat net est positif, avec un excédent cumulé de +4,2 millions d'euros sur la période 2017-2023.

Le CRÉDOC a profité, en 2023, de cette bonne santé financière pour investir le domaine de l'intelligence artificielle et se mettre en situation d'utiliser des potentiels offerts par ces technologies. Les outils sont très nombreux et ils ouvrent la possibilité de gains de productivité dans de nombreux métiers du CRÉDOC : assistance dans les analyses statistiques, assistance dans la production de codes en R et Python, assistance dans les revues de la littérature scientifique, traduction de textes scientifiques en langue étrangère, retranscription automatique de verbatims lors des entretiens approfondis, aide à la synthèse des entretiens, assistance informatique, assistance juridique et administrative, etc. La stratégie de déploiement des IA au CRÉDOC en 2023 a combiné des séances de réflexion collective et des formations individuelles concentrées sur les usages concrets au quotidien. Le CRÉDOC est accompagné dans cette démarche par un directeur de recherche du CNRS spécialisé dans les IA.

En termes commerciaux, le CRÉDOC a noué des relations commerciales avec de nouveaux grands comptes en 2023 : Croix Rouge Française, Macif, Banque de France, URSSAF, Fondation Adecco group, CITEO, OPCO Santé, CNSA, etc.

En termes de recherche, le CRÉDOC a continué de s'appuyer sur ses grandes enquêtes : « Conditions et aspirations », « Tendances de consommation », « Comportement Alimentaires » et « Besoin en main d'œuvre » pour déceler de nouvelles aspirations, nouveaux comportements et tendances émergentes. De nouveaux sujets ont ainsi été traités, comme la précarité alimentaire, la résilience de la société française au choc d'inflation, la participation citoyenne à travers l'évaluation de la Convention citoyenne sur la fin de vie, l'addiction aux jeux d'argent, l'évolution des budgets de référence au vieillissement de la population, etc.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au règlement de l'ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent sauf sur un point. En effet, à l'initiative de l'association, un changement de méthode de présentation a été décidé au cours de l'exercice. Ce changement a porté sur le point suivant :

Au 31 décembre 2023, les études facturées d'avance ont été reclassées en produits constatés d'avance, au passif du bilan, tandis qu'elles étaient précédemment comptabilisées sur la ligne autres dettes (avances et acomptes reçus sur commandes). Il est apparu qu'une comptabilisation de ces factures en produits constatés d'avance est plus adaptée. En appliquant ce changement de présentation sur les comptes de 2022, les produits constatés d'avance auraient été de 136 000 € (au lieu de 0) au 31 décembre 2022 et les avances et acomptes reçus de 413 363 € (au lieu de 600 363 €).

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	1er janvier	Augmentation	Diminution	31 décembre
Immobilisations incorporelles	145 892		108 524	37 369
Terrains	967 982			967 982
Installations générales agencements des constructions	988 345			988 345
Installations générales agencements divers	615 390	13 363		628 752
Matériel de bureau et informatique, mobilier	300 157	10 044	39 467	270 734
Avances et acomptes		140 509		140 509
Autres titres immobilisés	3 000			3 000
Total	3 020 766	163 915	147 991	3 036 691

Dans la colonne « diminution » de la ligne immobilisations incorporelles, le montant de 108 524 € correspond à un reclassement de poste vers la ligne « avances et acomptes », ce qui participe à l'augmentation de 140 509 € (avances sur travaux de ravalement de l'immeuble et escaliers communs).

Etat des amortissements

	1er janvier	Augmentation	Diminution	31 décembre
Immobilisations incorporelles	37 369			37 369
Installations générales agencements des constructions	576 489	46 124		622 613
Installations générales agencements divers	427 016	36 943		463 959
Matériel de bureau et informatique, mobilier	273 719	11 018	39 467	245 270
Total	1 314 593	94 085	39 467	1 369 211

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

	1er janvier	Augmentation	Diminution	Affectation du résultat	31 décembre
Fonds propres sans droit de reprise	381 123		-381 123		-
Réserves	-	381 123			381 123
Report à nouveau	4 673 675			445 021	5 118 696
Excédent ou déficit de l'exercice	445 021	232 827		-445 021	232 827
Total	5 499 819	613 950	-381 123		5 732 646

Etat des provisions

	1er janvier	Augmentation	Diminution	31 décembre
Autres provisions pour risques et charges	-	6 950	-	9 950
Total	-	6 950	-	6 950
Dont dotations et reprises				
• d'exploitation		6 950		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	678 425	678 425	
Impôts sur les bénéfices	478 438	478 438	
Taxe sur la valeur ajoutée	26 200	26 200	
Divers états et autres collectivités publiques	10 234	10 234	
Charges constatées d'avance	39 710	39 710	
Total	1 233 007	1 233 007	

La ligne « Impôts sur les bénéfices » d'un montant de 478 438 € représente le crédit d'impôt recherche de l'exercice dont le remboursement est attendu en 2024.

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
------------------------	--------------	----------------	---------------

Fournisseurs et comptes rattachés	179 136	179 136
Personnel et comptes rattachés	337 481	337 481
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	216 689	216 689
Taxe sur la valeur ajoutée	205 166	205 166
Autres impôts taxes et assimilés	58 840	58 840
Autres dettes (1)	346 766	346 766
Produits constatés d'avance	76 184	76 184
Total	1 420 262	1 420 262

(1) Le poste « Autres dettes » d'un montant de 346 766 € se décompose de la manière suivante :

- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours : 346 025 €
- Charges diverses à payer 741 €

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

En 2009, lors de l'acquisition de ses locaux, le CRÉDOC a sollicité un expert afin de déterminer la valeur d'entrée des principaux composants constituant l'ensemble immobilier.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	1 à 3 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	linéaire	1 à 10 ans
Mobilier de bureau	linéaire	3 à 10 ans
Agencements et installations	linéaire	2 à 25 ans
Immeuble :		
- Structure	linéaire	25 ans
- Electricité	linéaire	20 ans

- Cloisons et portes	linéaire	15 ans
- Faux plafonds	linéaire	15 ans
- Sols	linéaire	15 ans
- Sanitaires	linéaire	15 ans
- Sous station de chauffage	linéaire	15 ans

Evaluation des produits et en cours

Les prestations en cours de réalisation à la date de clôture sont portées à l'actif du bilan pour leur coût de revient, qui comprend notamment la valorisation des temps imputés par les collaborateurs du CRÉDOC sur chaque étude, les frais de sous-traitance, une quote-part de frais généraux.

A la clôture de l'exercice ces prestations en cours s'élèvent à 226 906 € contre 215 024 € au 31 décembre 2022.

Les bénéfices provenant de la réalisation des études sont comptabilisés lorsque celles-ci sont terminées et livrées au client. Les acomptes perçus des organismes bénéficiaires des prestations sont portés au passif du bilan et se présentent sous l'intitulé "Autres dettes".

Le cas échéant, des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, lesquelles sont évaluées au cas par cas en fonction des caractéristiques de chaque étude.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances d'exploitation du CRÉDOC concernent principalement des organismes publics pour lesquels l'association ne supporte pas de risque de crédit significatif.

Toutefois, lorsque les créances présentent un risque de non-recouvrement, par suite de litiges ou de difficultés financières du débiteur, elles font l'objet de dépréciations dont les montants sont appréciés en fonction de la situation de chaque débiteur.

Disponibilités

Le poste disponibilités se compose de :

	2023	2022
Banques et intérêts à recevoir	1 310 987	1 899 858
Comptes de placement à court terme	2 716 970	1 500 000
Caisses	809	155
Total disponibilités à l'actif	4 028 766	3 400 013

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	80 362
Autres créances	10 234
Disponibilités	23 149
Total	113 745

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	154 965
Dettes fiscales et sociales	459 199
Autres dettes	8
Total	614 172

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance :

	Montant
Charges d'exploitation	39 710
Total	39 710

Produits constatés d'avance :

	Montant
Produits d'exploitation	76 194
Total	76 194

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation des subventions

Subventions par origine :

	Montant
Subventions ordinaires sur le titre 6 du budget de l'état (DGCCRF)	235 875
Subventions ADEME, CNRS, ANR, CDC, DARES	272 844
Subventions aide à l'apprentissage	3 000
Total	511 719

Ventilation du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par catégorie :

	Montant
Etudes et recherches effectuées sur contrats interventions et séminaires	2 880 918
Autres produits annexes	2 652
Locations rez-de-chaussée immeuble	19 353
Total	2 902 923

Rémunération des dirigeants

Selon l'article 11 des Statuts de l'association, le président peut bénéficier d'une indemnité de fonctions. Le montant de la rémunération allouée peut ne pas être communiqué s'il permet d'identifier la situation d'un membre déterminé.

Effectif moyen

	2023	2022
Cadres	24	23
Employé	1	2
Total	25	25

L'association n'emploie pas de personnel intérimaire.

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par KPMG commissaires aux comptes s'élèvent à 11 040 € ttc au titre du contrôle légal des comptes et à 7 608 € ttc au titre des services autres que la certification des comptes.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

Le CRÉDOC a choisi d'externaliser la gestion de ses indemnités de fin de carrière (IFC) via un contrat souscrit auprès d'APRIONIS Prévoyance du Groupe HUMANIS.

La valeur liquidative du fond de retraite géré par le groupe IONIS s'élève au 31 décembre 2023 à 176 715 € (comparé à 171 285 € au 31 décembre 2022).

En raison de la baisse des effectifs durant ces dernières années, le montant des fonds cantonnés excède très largement la valeur actuarielle de notre engagement au titre des IFC. Cet engagement a été évalué à 66 451 € à la clôture de l'exercice, basé sur l'hypothèse d'un départ volontaire du salarié à l'âge possible (63 ans ou 64 ans).

Accroissements et allègements dette future d'impôt

Nature des différences temporaires	Montant
Allègements : provision non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
• pour risque et charges	6 950
Total des allègements	6 950
Déficits reportables	420 724

Par décision du Ministère du Budget en date du 5 mai 2003, l'association est soumise à l'impôt sur les sociétés depuis le 1er janvier 2003 ; par conséquent le CRÉDOC est également soumis à la Contribution Economique Territoriale.

Depuis mai 2008, à la demande du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, et au regard de l'instruction du 16 juin 2006 (BOI 3 A-7-06), la subvention versée par la D.G.C.C.R.F. n'est plus soumise à la T.V.A.

Une note de la Direction Générale des Finances Publiques du 13 janvier 2009, confirme les conséquences pour le CRÉDOC en matière de droit à récupération de la T.V.A. et en matière de taxe sur les salaires. Le CRÉDOC n'a pas déclaré de taxe sur les salaires en 2023.

Les impôts différés ne sont pas enregistrés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

Nature :	Montant
Produits exceptionnels	
• ajustements provisions et charges	33 814
Total	33 814
Charges exceptionnelles	
• charges diverses	1 869
Total	1 869

Transferts de charges

Nature :	Montant
Remboursements relatifs à des formations du personnel	6 272
Total	6 272

Courbe de trésorerie

